

Géopolitique : Le défaut d'analyse géopolitique de l'UE

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Géopolitique,Union Européenne
18 janvier 2026



« Les Européens ont inventé l'art de la diplomatie stratégique, mais semblent en avoir oublié l'essentiel ». **Wolfgang Münchau** commet ce matin un papier très sombre pour l'Union européenne, incapable, de par sa structure selon lui, de répondre au défi stratégique que lui pose la Russie (1). « Nous constatons qu'il s'agit d'un problème fondamental, car aucune solution n'est à notre portée. La seule solution hypothétique serait de transformer l'UE en une union politique », ce qui n'est, pour cet amoureux de l'Europe pourtant, pas envisageable.

Il ajoute que cette structure était voulue par les « créateurs » de l'Europe d'aujourd'hui – c'est-à-dire par **Jean Monnet** et consorts, sous dictée américaine. « Pour ses créateurs, c'était un atout, non un défaut ». Alors que les puissances aujourd'hui dominantes, telles que les Etats-Unis, la Chine et la Russie sont dotées « de systèmes politiques décisionnels centralisés ».

Soit. Néanmoins, décentralisée ou pas, l'Union européenne ne pourrait-elle pas au moins définir où sont ses intérêts ?

La question n'est pas récente !

L'ambassadeur de France **Pierre Vimont**, qui venait de quitter son poste de secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure (octobre 2010-Mars 2015) à Bruxelles,

l'évoquait, son expérience à l'appui, en septembre 2016, il y a presque dix ans (2). Il listait déjà les thèmes que nous connaissons aujourd'hui, « *terrorisme, développement durable, changements climatiques, immigration, société de l'information, etc.* ». A cet égard, disait-il encore, « *le phénomène de l'immigration, qui a pris à la fin de l'année 2015 l'ampleur qu'on connaît, constitue désormais pour les Européens un défi prioritaire par son ampleur, sa complexité et par la certitude qu'il sera pour longtemps encore une réalité à laquelle l'Europe sera confrontée* ». Ces phénomènes concernaient donc déjà tous les membres de l'UE.

Pourtant, ajoutait-il, « *d'où vient alors cette impression diffuse qu'il n'en est rien et que la prise de conscience par les États membres de l'Union d'intérêts communs, partagés par tous et susceptibles de définir une ligne d'action pour laquelle chacun s'engagerait avec détermination, reste extrêmement fragile, pour ne pas dire inexistante ?* ».

Bien sûr – pour lui comme pour Wolfgang Münchau –, il y avait des raisons de structure de l'Union. De plus, « *dans la conception de la diplomatie telle que pratiquée à Bruxelles, les intérêts, même stratégiques, relèvent du "hard power" et de la réalité géopolitique ; ils sont l'apanage des États et de la diplomatie classique, celle des alliances entre nations héritées de la tradition westphalienne* ». Ce qui pousse Bruxelles à se réfugier sur le « *soft power* », les « *valeurs* » (règles du droit et principes humanitaires). « *Cette manière d'appréhender la politique étrangère sous une forme binaire cantonne en définitive la diplomatie des institutions européennes à un rôle limité même s'il n'est pas négligeable : accords commerciaux, aide au développement, aide humanitaire, dialogue sur les droits de l'Homme, etc. Elle lui donne surtout un aspect réducteur d'où est absente toute vision géopolitique* ».

C'est bien ce que nous vivons aujourd'hui, dix ans après ce constat.

Parce qu'il « ***n'y a pas d'analyse géopolitique de la part de l'Union européenne*** ». La suite est éloquente en regard de notre situation actuelle : « *Ainsi la politique de partenariat oriental évite-t-elle soigneusement d'évoquer la question des relations avec la Russie ; celle de notre voisinage avec le pourtour méditerranéen omet pour sa part toute réflexion de fond sur le type de dialogue qui devrait être développé avec les principaux acteurs de la région (Égypte, Algérie, Maroc, etc.)* ». Et quelles que soient les mesures prises pour compenser ce manque, et elles existent, « *l'ensemble donne l'impression de flotter dans un vide politique et stratégique d'où ont été évacués les rapports de force, les antagonismes ou les lignes de fracture entre nations* ».

Ainsi conçues, « *les stratégies européennes n'ont pas de mémoire, ni d'aspérité ; elles déroulent des procédures où les objectifs de sécurité et de stabilité ne sont pas vraiment définis et les actions envisagées demeurent très éloignées des réalités du terrain* ».

A ce constat il faut enfin ajouter les inévitables divergences entre États membres : en effet, « *loin de partager une conception commune sur ce que devrait ou pourrait être le rôle de l'Union européenne dans le monde, les États membres nourrissent à ce sujet des vues diamétralement opposées, compte tenu de leur passé ou de leurs influences politique, diplomatique ou économique respectives dans le monde* ». Des précisions ? « *Si l'on s'en tient aux seuls "grands" pays européens, leurs positions à l'égard du concept d'"Europe puissance" – car c'est bien de cela qu'il s'agit – demeurent également très divergentes : tantôt hostile (Royaume-Uni), souvent hésitante (Allemagne), de plus en plus ambiguë dans le cas de la*

France qui s'était pourtant faite dans le passé la championne de cette cause ».

Nous étions donc en 2016 – après la « révolution » de Maïdan en 2014, et Pierre Vimont mentionnait l'Ukraine parmi les « dangers » à venir, des « écueils redoutables ».

L'Union européenne a vu le danger en Ukraine, proposé les Accords de Minsk en 2014 puis en 2015, accords approuvés par le Conseil de sécurité de l'ONU le 15 juillet 2015. Mais, si l'on en croit les aveux de la chancelière allemande **Angela Merkel** à l'hebdomadaire *Die Zeit* en décembre 2022 – aveux confirmés par **François Hollande** -, ces accords, qui devaient mettre fin aux affrontements intra ukrainiens dans le Donbass (14 000 morts de 2014 à 2022), avaient en réalité pour but de « donner du temps à l'Ukraine » pour s'armer. Laquelle « a également utilisé ce temps pour devenir plus forte (...) Début 2015, Poutine aurait facilement pu les envahir ». Quelle réflexion stratégique avait conduit les cosignataires à cette violation inattendue, au moins pour la partie russe, sinon pour les autres Européens ?

Pour **Vladimir Poutine**, l'affaire est un tournant dans ses relations avec l'UE – avec la France et l'Allemagne : « Franchement, c'était une surprise totale pour moi. C'est décevant ! (...) La confiance est déjà proche de zéro, mais après de telles déclarations, la question de la confiance devient principale. Que pouvons-nous négocier, sur quoi pouvons-nous encore être d'accord ? » (9 décembre 2022).

On sait bien que du côté américain, l'idéologie néoconservatrice, partagée par les Démocrates mais aussi par certains Républicains, poussait à une confrontation avec la Russie – quel qu'en soit le coût pour l'Europe (**Victoria Nuland**, présente place Maïdan en 2014, le disait sans détour, *Fuck the EU !* (3)). Quelle réflexion stratégique a conduit l'Allemagne, puis l'ensemble de l'UE à décider de faire de la Russie son ennemi ? En prenant le risque, en refusant le gaz et les bas prix des contrats longs russes, d'un suicide économique ? Où est la réflexion géopolitique européenne, publique de préférence, qui traite des équilibres de sécurité dans une Europe d'après guerre froide, architecture demandée sans désespérer par une Russie qui se revendiquait comme européenne ? Ou faut-il penser que les Européens, dont la France, ont simplement suivi les néoconservateurs ?

Chacun réfléchira. Quant à la France, nous y reviendrons.

Mais la question se pose bien sûr aujourd'hui remarque Andrew Day, le rédacteur en chef de *The American Conservative* (4) quant aux « réactions outrées » des deux côtés de l'Atlantique face au plan de paix proposé par **Donald Trump**, « qualifiant cette proposition de capitulation forcée pour Volodimir Zelensky et de liste de souhaits pour Vladimir Poutine ». Non pas que Volodimir Zelensky ne soit pas en difficulté, n'ayant « peut-être pas la marge de manœuvre nécessaire pour l'accepter, parce que cela risquerait de provoquer une révolte des nationalistes radicaux » – une guerre civile, un bruit qu'Andrew Day a entendu à Kiev le mois dernier. Mais la garantie de la souveraineté de l'Ukraine fait partie du plan, ce qui est essentiel, alors que, admet « une ancienne attachée de presse de Zelensky, Iulia Mendel : “tout accord ultérieur pour l'Ukraine ne fera qu'empirer la situation, car nous sommes en train de perdre. Nous perdons des vies humaines, des territoires et notre économie” ».

Avec une question, qui revient aux carences européennes : « Les « trois grands » de l'Europe – la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne – ont rédigé une « contre-proposition » qui n'est rien d'autre qu'une série de modifications apportées à la proposition américaine, rendant

l'accord moins attrayant pour Moscou ou Washington, voire les deux. On peut se demander pourquoi ils n'ont pas élaboré leur propre proposition ou établi des voies diplomatiques avec Moscou » – et quel est leur véritable objectif quant aux équilibres à long terme sur le continent européen.

Quand, pour reprendre un constat de l'ambassadeur Pierre Vimont, « *les objectifs de sécurité et de stabilité ne sont pas vraiment définis et les actions envisagées demeurent très éloignées des réalités du terrain* ».

En attendant, nous apprend le site américain Axios à l'instant (5), les Etats-Unis et la Russie reprennent des discussions dans les Emirats arabes unis « *après que les négociateurs américains ont conclu un accord préliminaire avec l'Ukraine sur un projet de plan de paix* ».

Sans les Européens, donc. L'irrationalité a un prix.

Hélène NOUAILLE

[La lettre de Léosthène du 25 novembre 2025](#)

Notes :

(1) EuroIntelligence, le 25 novembre 2025, Wolfgang Münchau, Stuck (Enlisés)

<https://www.eurointelligence.com/>

(2) Fondation Schuman, le 16 septembre 2026, Pierre Vimont, *Les intérêts stratégiques de l'Union européenne*

<https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0404-les-interets-strategiques-de-l-union-europeenne>

(3) Le Monde, le 9 février 2022, Sylvie Kauffmann, *Les cinq leçons du « fuck the EU ! » d'une diplomate américaine*

https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/09/les-cinq-lecons-du-fuck-the-eu-d-une-diplomate-americaine_4363017_3214.html

(4) The American Conservative, le 25 novembre 2025, Andrew Day, *The Dangerous, Unhinged Reaction to Trump's Ukraine Peace Plan*

<https://www.theamericanconservative.com/the-dangerous-unhinged-reaction-to-trumps-ukraine-peace-plan/>

(5) AXIOS, le 25 novembre 2025, Barak Ravid et Colin Demarest, *U.S. meets Russia in UAE after "understanding" reached with Ukraine*

<https://www.axios.com/2025/11/25/us-russia-talks-ukraine-peace-plan-driscoll>